

La forêt en réunion publique

Compte-rendu de la réunion du 8 mars à Saint-Angel (Corrèze).

Depuis plusieurs mois, un groupe parlementaire composé de Mathilde Panot et de plusieurs autres députés de l'Assemblée Nationale enquête sur l'état des forêts françaises, en lien avec l'ONF et de nombreux professionnels du secteur, en Bretagne, dans le Loiret, dans le Morvan, sans oublier une visite d'un week-end sur le Plateau de Millevaches, les 8 et 9 février derniers...

Le but de cette enquête, qui sera aboutie dans quelques mois, est bien de formuler de nouvelles lois capables de répondre aux défis du réchauffement climatique, tout en imaginant un avenir pour la filière bois française.

La réunion publique du 8 février à St Angel avait pour but de présenter les avancées de cette enquête parlementaire aux habitants et professionnels du Plateau afin d'en débattre ensemble. *S'écouter et réfléchir ensemble sur ce qui est possible, désirable, responsable, pour l'avenir de nos forêts*, était le slogan figurant sur le tract d'invitation à cette assemblée.

Plus de 150 personnes étaient présentes, dont les 2 parlementaires, Mathilde Panot, député du Val-de-Marne, et Ugo Bernalicis, député du Nord, ainsi que de nombreux professionnels forestiers, dont la présence remarquée de certains industriels ou présidents de coopératives importantes dans la région.

La réunion a commencé par une présentation de Nicolas Rohart, forestier indépendant depuis plusieurs années, diplômé de l'école forestière de Meymac, et membre de l'équipe qui aura permis l'accueil de l'enquête parlementaire sur le Plateau. Nicolas a voulu insister sur la nécessité de sortir du clivage écolo/forestier qui dure maintenant depuis plus de 40 ans, bref, depuis trop longtemps selon lui. « *Oser se parler, oser réfléchir ensemble sur l'avenir de la filière bois* », disait-il en conclusion de son préambule. Un discours d'apaisement donc, et une invitation ferme à se retrouver les manches et à se remuer les méninges, à arrêter de dépenser de l'énergie pour lutter les uns contre les autres, mais bien à lutter ensemble, contre le réchauffement climatique. Mais aussi, de fait, sortir des logiques productivistes qui en sont largement responsables. Son intervention fut suivie de celle de Mathilde Panot, qui a brièvement présenté les différentes propositions de loi issues de leur enquête (Forêts mélangées ? Interdiction des coupes-rases ?). Puis, nous avons assisté à près de deux heures de débats qui ont su rester courtois, malgré les différences de point de vue ou de sensibilités qui pouvait parfois se révéler dans l'assemblée.

Commençons par les éléments de concorde : tout le monde était d'accord pour reconnaître la gravité de la crise climatique. C'est déjà ça. En revanche, les premiers éléments de discorde sont apparus par l'intervention d'industriels de la filière bois, car selon eux, ils fournissent déjà de nombreux efforts, s'intéressent et appliquent déjà de nombreuses bonnes pratiques, produisent des plantations mélangées, travaillent la biodiversité, et s'en réjouissent autant que les écologistes. Ce qui leur a été répondu était, sans surprise, que toutes ces bonnes pratiques n'étaient pas si visibles que ça sur le Plateau de Millevaches, de nombreux habitants faisant remarquer l'omniprésence des coupes-rases et de la monoculture. C'est en effet à cet endroit que c'est cristallisé le principal enjeu du débat : les industriels ont en effet réalisé qu'ils ne pouvaient pas continuer comme si de rien n'était et qu'ils avaient déjà entamé un changement des pratiques, mais, pour la plupart des gens présents dans la salle, ce n'était largement pas suffisant. « *Ça y est, on y est dans le mur, c'est pas demain c'est aujourd'hui, ok les forestiers industriels nous disent qu'ils s'y mettent, mais il faut accélérer, vraiment !* » pouvait-on entendre parmi les habitants.

Un autre point de débat pertinent portait sur la réelle efficacité des lois et des interdictions. Tout d'abord, et cela fera en effet l'unanimité chez les travailleurs de la forêt, industriels comme alternatifs : « *La forêt se joue au cas par cas : chaque forêt et chaque arbre nécessite une compréhension unique, et donc, impossible de penser la forêt en terme de lois. Les pratiques forestières ne peuvent que rester intuitives et sensibles, au cas par cas.* » Puis les industriels sont

allés plus loin, en insistant sur le fait que les bonnes pratiques étaient déjà recommandées dans des chartes et divers textes, mais qu'elles n'étaient pas appliquées. Ils insistaient encore sur le fait qu'il fallait sans doute s'interroger sur les raisons de la non-mise en pratique de tous ces bons conseils, mais que de nouvelles lois ne viendraient pas éclaircir le problème. La députée Mathilde Panot a alors directement rétorqué qu'en effet, à chaque fois que les institutions produisaient des *incitations* au travers de textes, de circulaires, de communications, cela ne marchait pas, et qu'il fallait bien des lois pour interdire, purement et simplement, les mauvaises pratiques.

Nicolas Rohart est intervenu en rappelant l'étymologie du mot *interdire*, qui signifie : *ce que l'on se dit « entre-nous » de ce que l'on ne peut pas faire...* Pourtant, le mot *interdit* est bel et bien chargé d'une connotation négative dans nos sociétés hautement libérales et libertaires, ce pour quoi Nicolas a proposé le néologisme : *entre-dits*. Puis il a conclu en définissant son imaginaire : une espèce de somme *d'entre-dits* qui feraient que les gens sur le Plateau arrêteraient les mauvaises pratiques, sans parler de police, sans parler de lois civiques, mais bien de ce que l'on décide ensemble dans le pays, pour le pays.

Enfin, il a été dit, et cela pourrait ressembler à une forme de conclusion : « *Nous ne changerons pas la crise écologique sans changer la crise sociale* », autrement dit, si c'est bien la course à l'argent qui mène aux mauvaises pratiques, alors c'est bien à cette course à l'argent, présente chez les riches comme chez les pauvres, qu'il faut s'attaquer. Comment ? Seul le député Ugo Bernalicis a voulu s'aventurer sur ce terrain en proposant une solution institutionnelle : « *Comme pour chaque grande transition industrielle que la France a traversée, il a fallu mettre de l'argent sur la table, et quand je sais qu'une nouvelle gestion forestière impliquerait de nombreux emplois alors qu'il y a des millions de chômeurs dans ce pays, je ne vois pas pourquoi on ne le ferait pas.* »

Une transition écologique depuis le bas vers le haut ? Un bond en avant national à la Roosevelt ou à la Mao ? Une prise de conscience générale permettant de produire des *entre-dits* capables de dépasser la course à l'argent et les situations d'angoisse individualisées face aux fins de mois ? La réflexion ne fait que commencer. Un mouvement d'habitants et de forestiers s'est donc constitué sur le Plateau autour de cette venue parlementaire. Il ne reste plus qu'à envisager la suite de ce mouvement, d'aiguiser les réflexions, d'imaginer des surgissements, des actions, des publications, afin que les élus locaux veuillent bien participer à leur tour à ce débat important qu'est la fin du monde et la fin du mois, plutôt que de rester bien au chaud dans leurs bureaux de fonctionnaires. Car en effet (à part quelques rares élus de petits villages), si les élus locaux, maires, députés et autres, ont réellement brillé durant ce week-end d'enquête parlementaire auprès de la population locale, c'est bien par leur remarquable absence...